



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

universités

Question au Gouvernement n° 2837

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Pierre Lasbordes, pour le groupe RPR.

M. Pierre Lasbordes Monsieur le président, avant de poser ma question à M. le ministre de l'éducation nationale, je voudrais revenir sur la réponse de M. le ministre de l'économie à une question de M. Plagnol, pour rappeler à M. Fabius qu'en 1982, alors qu'il était jeune secrétaire d'Etat au budget, il avait augmenté les dépenses publiques de 27 %. Je ne sais pas si M. Plagnol est un spécialiste des finances publiques, mais, en ce qui le concerne, M. Fabius possède un savoir-faire en matière d'augmentation des dépenses publiques !

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Monsieur le ministre de l'éducation nationale, vous n'ignorez pas que la prestigieuse université Paris-XI - Orsay est menacée de fermeture car de nombreux bâtiments ne répondent plus aux normes de sécurité. Depuis plus de trois mois, vos services connaissent cette situation, mais jusqu'à présent aucune mesure sérieuse n'a été prise pour rassurer les 12 000 étudiants et chercheurs qui sont accueillis chaque jour sur ce site.

M. Jacques Heuclin. C'est le type de question qu'il faut poser le mardi matin !

M. Pierre Lasbordes. Un audit commandé par l'université a mis en exergue les graves problèmes de vétusté dans plusieurs bâtiments construits dans les années 60-70. Cette enquête a estimé à 860 millions de francs le coût nécessaire pour remettre en état les bâtiments. La présidence de l'université a rabaisé ses prétentions, les ramenant à 620 millions, pour les travaux les plus urgents. A ce jour, seuls 100 millions de francs sur sept ans seraient octroyés par l'Etat via le rectorat.

De tels crédits paraissent très nettement insuffisants au regard du risque important d'accidents et de l'ampleur des travaux, tout en sachant qu'ils représentent déjà le tiers des sommes qui devraient être accordées pour la réhabilitation des quatre-vingts universités françaises.

Aussi, faute de moyens financiers suffisants, la bibliothèque, plusieurs salles de cours, les laboratoires, la cafétéria de l'université d'Orsay sont menacés de fermeture.

M. Jacques Heuclin. Et les cuisines ?

M. Pierre Lasbordes. Monsieur le ministre, cette situation est très grave, notamment celle de la bibliothèque qui est de type Pailleron.

M. Jacques Heuclin. Et les toilettes ?

M. Pierre Lasbordes. Vous connaissez comme nous les risques courus en cas d'incident dans ce type de bâtiment. Aussi, monsieur le ministre, que ferez-vous si demain un incident se déclare dans la bibliothèque ? A qui en incombera la responsabilité ?

Vous ne cessez de dire que l'enseignement est une priorité pour votre Gouvernement.

M. Jacques Heuclin. Parlez-nous de la situation des toilettes !

M. Pierre Lasbordes. Soyez sérieux, mon cher collègue. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Quelles mesures à court terme comptez-vous prendre pour éviter les accidents...

M. Christian Bataille. Demandez-le au recteur !

M. le président. Monsieur Bataille, je vous en prie.

M. Pierre Lasbordes. ... qui pourraient se produire, pour éviter que cette université ne doive fermer en cette fin d'année universitaire, tout en sachant que les conclusions de la commission départementale de sécurité, qui

seront officialisées le 20 juin, vont dans le même sens que l'audit précité ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Mme Odette Grzegorzulka et M. Christian Bataille. Question de haut niveau !

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à l'enseignement professionnel.

M. Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué à l'enseignement professionnel. Monsieur le député Lasbordes, vous avez bien raison d'être vigilant. Mais ma réponse sera extraordinairement courte, car nous avons tout réglé. Je vous invite donc à ne plus vous faire de souci.

Il manquait 12 millions pour que soit levée la décision de fermeture de l'établissement. Nous venons de débloquer cette somme et nous avons même ajouté 3,5 millions pour les travaux d'électricité. Tout va bien. Et même la cafétéria sera rouverte ! (Applaudissements et rires sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lasbordes](#)

Circonscription : Essonne (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2837

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : enseignement professionnel

Ministère attributaire : enseignement professionnel

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 mai 2001, page 3664

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 31 mai 2001